

# Algérie : Questions économiques, enjeux politiques et rentrée sociale

vendredi 6 octobre 2017, par [DJERMOUNE Nadir](#) (Date de rédaction antérieure : 21 septembre 2017).

- Avec l'arrivée d'Ouyahia au gouvernement, version « réformateur libéral », comme il s'est lui-même défini, semble s'installer d'une manière assez forte l'option d'une intégration économique complète et libérale au marché mondial. Les hésitations à cette totale intégration, à titre de rappel, sont à l'actif de ce même pouvoir et de ce même Ouyahia qui était « patriotique » dans un passé récent. Il continue à être le parfait technocrate, « commis de l'état », prêt à appliquer toutes les thérapies de choc nécessaires pour appliquer n'importe quel programme de choc. L'épisode Tebboune, qui a tenté une timide et solitaire tentative de rappeler les prérogatives « d'un état souverain contre le pouvoir de l'argent », sa rapide éviction, nous renseigne sur le rapport de force interne et externe au sein du pouvoir qui est désormais en faveur des « forces de l'argent ».
- Le recours à la planche à billet, désigné techniquement comme « un financement interne non conventionnel », et qui consiste pour le Trésor public à emprunter directement auprès de la Banque centrale, cache mal l'objectif d'engager un réajustement structurel de l'économie au service du « climat des affaires », selon A. Abderezzak [1]. C'est un discours qui se veut technique et financier alarmant qui a comme fonction idéologique celle de casser ce qui reste de l'état social qui touche les acquis sociaux largement entamés par les mécanismes de marché. Il s'agit au fait de continuer les attaques contre les transferts sociaux, la politique des subventions, le système de retraite et abandonner le maigre système de protection sociale.
- Ces mesures technico-financières se drapent aussi d'un discours souverainiste, pour un non recours à l'endettement extérieur en attendant une sortie de crise qui viendrait dans 5 ans, selon A. Ouyahia. Cette posture est saisie à l'envol par la critique ultralibérale aux aguets. Celle-ci, par la bouche de médias et de spécialistes de questions économiques et financières, pousse vers l'ultime solution financière à la crise qui est celle de l'endettement extérieur, appelée « vérité des prix » au nom de « la réalité du marché ». Le verdict est fait par l'économiste et ancien chef du gouvernement aujourd'hui opposant A. Benbitour : « Au rythme de l'évolution des importations et du déficit public, on n'aura pas suffisamment de liquidités pour continuer à alimenter le marché national du marché extérieur » [2], lance-t-il, considérant que le gouvernement a fait le choix de la facilité. Mais, insiste-t-il, « ce choix retarde, certes, un peu l'échéance, mais il ne traite nullement la crise, qui nécessite une thérapie de choc ». Thérapie de choc à travers le recours à l'endettement extérieur !!! c'est ce que Naomi Klein [3] appelle « capitalisme du désastre », c'est-à-dire un type d'opération consistant à lancer des raids systématiques contre la sphère publique au lendemain de cataclysmes et à traiter ces derniers comme des occasions d'engranger des profits. Or tous ces discours alarmants ont comme but de préparer l'opinion à accepter ce cataclysme financier comme fatalité.

Face à ces mesures, la solution est pourtant politique. Elle consiste à trouver les liquidités nécessaires, pour faire marcher la machine économique, dans le porte feuille des grandes fortunes, et à tracer un programme transitoire de résistance au rouleau compresseur libéral.

- Au soubassement de ce débat économique en cette rentrée sociale et professionnelle s'invite l'enjeu relatif à la présidence. Des voix s'élèvent pour demander l'éviction du président et l'organisation d'une présidentielle anticipée. Quelque soit la forme revendiquée et qui peut toujours

trouver une légitimité juridique à travers l'article 102 de la constitution, ou encore politique vu la « disparition » du président de toute expression publique et de surcroît dans un régime qui se veut présidentiel, il n'en reste pas moins que ces acclamations cachent mal leur appel aux militaires comme l'ultime solution. Or, vu les rapports de force d'aujourd'hui, une présidentielle anticipée quelque soit la forme qu'elle prendra reste inopérante dans une perspective d'un changement démocratique réel selon les aspirations populaires et des travailleurs. De toutes les manières, l'échéance d'un changement présidentiel est proche. Dans moins d'une année, l'enjeu au sommet du pouvoir deviendra crucial. C'est ce qui explique aussi le caractère aigüe des changements opérés à la tête du gouvernement cet été. Pour une assemblée constituante peut être une revendication démocratique toujours nécessaire de rappeler. Mais elle reste liée à un véritable processus constituant qui reste à construire.

- Un dernier aspect qui marque cette rentrée est au niveau culturel et les batailles idéologiques à l'endroit de l'école. Le retrait de la « Bassmallah » comme introduction à la première page du livre scolaire —sauf le livre de l'éducation islamique-, l'introduction de quelques chapitres avec des rappelant les dispositions anti-discriminatoires de la Convention internationale sur les droits de l'enfant, la publication d'un décret établissant les règles de la prière dans les mosquées, le premier de son genre, destiné à améliorer la qualité de l'Adhan et à fixer l'intensité sonore des haut-parleurs, sont en cette rentrée sociale des signes timides qui prolongent la politique aussi timide et contradictoire de mener une attaque frontale contre la wahhabisme et l'islamisme djihadiste. Nous sommes bien évidemment très loin d'une laïcisation de l'école et de la vie publique. La réaction des islamistes face à ces actions dénote du rapport de force qui les place désormais sur la défensive.

**Nadir Djermoune** le 21-09-2017

---

## Notes

[1] Voire, « Le plan d'action d'Ouyahia est un nouveau programme d'ajustement structurel », ElWatan du 19-09-2017.

[2] Voire A. Benbitour : « Les Algériens doivent se préparer à une inflation à quatre chiffres », <https://www.algeriepatriotique.com/2017/09/20/>

[3] Naomi Klein, La stratégie du choc, la montée du capitalisme du désastre, Babel, 2008,